Bolivie: les préfets de l'opposition rejettent le plan de Evo et convoquent à une grève civique

16-08-2008

Le gouvernement a proposé de rendre compatible la nouvelle Constitution avec les statuts autonomes, de discuter les impôts tirés du gaz et de convenir de la désignation de magistrats. Mais, selon Morales, "les préfets veulent seulement discuter d'argent et non de politique".

"Je sens que les préfets veulent seulement de l'argent et qu'ils ne veulent pas aborder la question politique. Si nous interprétons le sentiment exprimé lors du référendum révocatoire, le peuple bolivien veut des changements profonds au niveau structurel et spécialement au niveau politique. C'est pour cela que j'en conclu que le peuple bolivien veut des autonomies, il veut une nouvelle Constitution", a dit le président Evo Morales après l'insipide rencontre avec les préfets de la "Demie-lune". Le conclave a prit fin hier à 9 heures, quand les "gouverneurs" de Tarija, Pando, Beni, Chuquisaca et le secrétaire général de la préfecture de Santa Cruz, Roly Aguilera sont partis. Il n'y a pas eu d'accord. Le gouvernement a proposé de rendre compatible la nouvelle Constitution avec les statuts autonomes (votés de manière illégale, NdT), textes actuellement mis en cause ; discuter de la réduction de l'impôt Direct aux Hydrocarbures (IDH) que le gouvernement a imposés aux préfectures ; et convenir de la désignation de magistrats pour le Tribunal Constitutionnel (TC) et de membres pour la Cour Nationale Électorale (CNE). Au retour à Santa Cruz, le direction de la Demie-lune, habillée de Conseil National Démocratique (Conalce), a refusé la proposition de Morales, a levé sa grève de la faim et a convoqué à un "grève civique" pour le 19 août. Hier, avec 96 pour cent des urnes scrutées, le Oui au président atteignait 67,7 pour cent.

Conformément à son créatif slogan créateur, "sur la route vers l'Autonomie" ("la autonomia al andar"), la préfecture cruceña a approuvé une "loi" : "il est convoqué à des élections dans le département autonome de Santa Cruz pour congressistes législatifs départementaux, sous-gouvernants et maires, le 25 janvier 2009", dit le texte signé par le préfet, Ruben Costas, qui n'était pas allé à La Paz parce qu'il disait se sentir mal en raison de la grève. Et mille personnes de Santa Cruz exigeaient les 30 pour cent de l'IDH coupé par le gouvernement pour payer un bon de 30 dollars par mois aux personnes âgées.

Les congressistes créeront les lois du "gouvernement autonome" cruceño. Selon la Constitution en vigueur, seul peut faire des lois le Pouvoir législatif, pas les préfectures, qui dépendent du Pouvoir exécutif. Le secrétaire de la Justice de Santa Cruz, Vladimir Peña, a indiqué que "les recours nécessaires seront délivrés à la Cour Électorale pour qu'elle administre ces élections. Les recours seront approuvés par l'Assemblée Législative", non reconnue par le gouvernement.

Le ministre de la défense, Walker San Miguel, a exprimé le mécontentement du gouvernement : "Recommence cette attitude orgueilleuse et enragée du préfet Costas, qui n'est pas venu à La Paz sous prétexte de ne pas être bien au niveau de sa santé, mais avec son as sous la manche il vient d'émettre cette résolution illégale et inconstitutionnelle. Que le peuple bolivien juge".

Dans la Demie-lune, ils ont employé l'argument selon lequel Morales ne rend pas l'IDH parce qu'il déteste l'orient bolivien. : "Quelle est la raison pour laquelle le gouvernement n'accepte-t-il pas de restituer l'IDH ? Avec cette action nous comprenons que le gouvernement veut asfixier les préfectures dans l'exécution de leurs projets", a dit le préfet de Tarija, Mario Cossio.

On supposait que le référendum révocatoire allait lisser le terrain pour que les diverses forces politiques régularise leur vie en commun. Devant l'évidence que ce n'est pas la cas, le gouvernement a proposé un autre référendum pour que "ce soit le peuple qui décide si la proposition d'autonomies qui est présente dans la nouvelle Constitution est celle qui convient le mieux au pays ou si c'est la proposition d'autonomies inscrites dans les statuts des régions", a dit le vice-ministre de la Décentralisation, Fabian Yaksic.

Dans la Demie-lune la tension croît. Déjà le dimanche des élections à San Ignacio de Velasco, Santa Cruz, avaient été séquestrés deux médecins envoyés par le gouvernement de Cuba et le coordinateur local du programme d'alphabétisation Yo si puedo. Le jour démocratique de la "fête démocratique", "un groupe de 40 membres de l'Union Juvénile Cruceñista (UJC) et des dirigeants civiques ont fait irruption dans la maison où les collaborateurs cubains vivent, en les insultant et en les agressant physiquement. L'un d'eux a été sérieusement blessé à la tête et dans le dos. Les agresseurs ont forcé les collaborateurs à monter dans une camionnette et les ont libérés à une distance de 10 kilomètres en dehors du village. Durant tout le trajet nos compagnons ont été insultés et menacés de mort", a dénoncé l'Amabassade de Cuba. Dans quelques villages de ce département, les électeurs ont été obligés à voter en public pour qu'ils ne se trompent pas d'endroit où mettre la croix (oui ou non). La violence à Santa Cruz ne s'est pas arrêtée après les élections. Le mercredi dans l'après-midi, six jeunes ont lancé dix bombes molotov sur le du Centre d'Études Juridiques et de Recherche Sociale (Cejis), une organisation qui offre une aide légale aux indigènes et paysans dans leurs demandes territoriales. Les groupes civiques et les autonomistes accusent le Cejis d'être "masiste" (du parti MAS de Morales) parce que, quand Morales a assumé, il a engagé plusieurs membres de l'organisation dans son cabinet. Le président du Comité Pro Santa Cruz, Branko Marinkovic, a lu la résolution du Conalce qui dit : "Tant qu'elle persiste, la confiscation des ressources de nos départements, nous avertissons les autorités nationales que leur présence dans nos départements sera considérée non grata et non bienvenue". Le propriétaire foncier et

agroindustriel a dit que la grève civique sera pour "approfondir la lutte de nos préfets". À partir de là, il recommande "aux comités civiques et aux institutions départementales l'organisation et la coordination d'autres mesures, dans le cas où nos demandes en défense de nos impôts et de l'IDH ne sont pas acceptées". Sebastián Ochoa, Pagina/12, 15 août 2008.<http://www.pagina12.com.ar/diario/elmundo/4-109710-2008-08-15.html> Traduit par <http://amerikenlutte.free.fr>